

*Situation économique*

sont chargés de négocier croient au libre-échange et ne s'inquiètent pas de ce qui arrivera au secteur canadien de la fabrication. Elle sait que les négociateurs sont des fonctionnaires qui préconisent des rajustements et une rationalisation.

Je me suis mis à rire lorsque j'ai vu les députés d'en face taper sur leur pupitre lorsqu'ils ont entendu l'annonce de la déclaration qui doit être faite jeudi prochain concernant les chaussures et le cuir. Ils feraient mieux d'être sur leurs gardes car les gens qui nous représentent à Genève sont libre-échangistes. Notre secteur manufacturier n'est pas tenu informé par le gouvernement des tractations en cours. C'est un ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) fort nerveux qui nous représente à Genève. Ce n'est pourtant pas le moment d'avoir un ministre nerveux. Un article paru dans le *Globe and Mail* du 25 novembre dernier commence ainsi:

C'est avec une certaine nervosité que Jack Horner a ouvert un colloque de deux jours...

Nous n'avons pourtant pas demandé à ce qu'une vieille vache nerveuse aille nous représenter devant la CEE en entamant le dialogue par une série d'excuses. L'article poursuit en déclarant:

Pour ce qui est de la chaussure, M. Davignon a offert à son interlocuteur des conseils sur différents moyens grâce auxquels le Canada pourrait se protéger des importations excessives en provenance de l'Extrême-Orient sans pour autant s'attaquer à ses importateurs européens traditionnels...

Faut-il vraiment que quelqu'un de la CEE nous apprenne comment nous protéger contre les importations? Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est félicité de ce qu'un membre de la CEE lui ait offert ces renseignements sur la façon de procéder. Il a ensuite fait des remarques odieuses qui démontrent en quelle estime il tient le secteur manufacturier de notre pays. L'article rapporte ainsi ses propos:

Je pense que si les Canadiens parvenaient à s'imposer dans le réseau de distribution, ils se retrouveraient dans une position plus concurrentielle et ils seraient alors en mesure d'occuper leur part du marché.

Ce genre de réflexion sonne faux, monsieur l'Orateur. Cela ne veut rien dire du tout. Des affirmations telles que «si les Canadiens parvenaient à s'imposer dans le réseau de distribution» sont aussi pompeuses que les déclarations faites par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et n'ont pas davantage de signification. Plus loin dans l'article en question, on rapporte qu'il a déclaré:

Les hommes d'affaires canadiens ne sont peut-être pas aussi conscients de l'évolution du marché mondial que ne le sont par exemple leurs collègues européens.

Il est condescendant pour notre industrie. En dépit même de la carence de son ministère qui n'a jamais fait quoi que ce soit pour développer le secteur industriel ni mettre au point une stratégie industrielle pour le Canada, il se permet de traiter avec condescendance nos hommes d'affaires. L'article se poursuit ainsi:

Il ne redoute d'ailleurs guère les perturbations qu'un commerce plus libre pourrait causer dans l'industrie canadienne.

Les députés d'en face qui tapaient aujourd'hui sur leurs pupitres feraient mieux de tourner leurs regards vers le ministre de l'Industrie et du Commerce. Ce dernier ne craint guère les effets que pourrait avoir un commerce plus libre sur l'industrie canadienne. Si le ministre ne s'en inquiète pas, tel n'est pas actuellement le cas de beaucoup de gens au Canada. Un de ceux qui s'inquiètent est le premier ministre (M. Trudeau). Il a déclaré à Charlottetown qu'il convoquerait une conférence fédérale-provinciale sur l'économie. Il faut bien, en

effet, qu'il fasse quelque chose. Il se rend compte qu'il ne s'agit pas simplement de la question de l'unité nationale. La crise économique est actuellement la plus importante des deux. Durant les quelques prochains mois, nous entendrons parler d'organiser une conférence sur l'économie. Ensuite, nous pourrions parler de la conférence passée. Il espère alors que nous aurons oublié le problème car nous serons en pleine campagne électorale.

● (1632)

Sur quoi portera la discussion durant la conférence? Le premier ministre a déclaré:

... «non pas une seule stratégie industrielle pour tout le Canada, mais une série de stratégies.»

Le gouvernement a peiné durant dix ans pour élaborer une stratégie industrielle pour le Canada. Il n'y est pas encore parvenu. Le premier ministre inventera maintenant une série de stratégies. Comme c'est pitoyable! Qui croira ces balivernes? Je cite encore:

Il a déclaré que des modifications structurales de l'économie s'imposeront «car il ne peut y avoir un revirement soudain de notre fortune». Dans les provinces Maritimes, par exemple, l'administration des pêches devra subir des modifications fondamentales.

Devenu soudainement un expert sur cette question car il ne fait que de rares visites dans les provinces Maritimes.

Campbell a affirmé lors d'une interview ultérieure que la conférence aurait pour but principal d'obtenir le consensus des membres sur l'orientation future du Canada: devrait-il être favorable au libre échange ou au protectionnisme plutôt que de continuer de se faire le défenseur de théories totalement désuètes?

Si le but de cette conférence est vraiment de déterminer si le Canada doit devenir libre-échangiste ou protectionniste, Grand Dieu, elle aurait dû avoir lieu il y a des mois. Les négociations sont déjà entamées à Genève. L'année 1978 sera celle des grandes décisions. Le premier ministre a eu de bons mots pour le premier ministre Campbell; il lui a dit quel homme intelligent il était et combien appropriées étaient les propositions qu'il a faites. Maintenant, le premier ministre Campbell dit que la conférence aboutira à un consensus. Serons-nous libre-échangistes ou protectionnistes? Cela signifie que cette conférence n'aura aucune utilité. Si c'est vraiment ce qu'elle vise à déterminer, il sera trop tard. Nos libre-échangistes et nos théoriciens vont aller à Genève et feront rapport au ministre de l'Industrie et du Commerce, qui est lui aussi un champion du libre-échange. Ils vont prendre des décisions dont l'industrie canadienne ne sera pas informée. Voilà l'un des principaux griefs de notre industrie.

Le premier ministre convoque sa conférence avec un an ou deux de retard. Il va maintenant modifier la structure de l'économie canadienne. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait lorsque le programme de contrôle des prix et des salaires était en vigueur? Il n'a rien fait au cours des deux dernières années. Toutefois, à l'approche des élections, il veut nous faire croire qu'il va régler tous les problèmes et remédier aux lacunes structurelles qu'il tolère depuis neuf ans. Le premier ministre a fait une déclaration à la télévision au début de l'année 1976. Il s'est demandé si le Canada s'en allait vers le socialisme d'État. Il a critiqué le monde des affaires. Ses réflexions futiles coûtent au Canada au moins 1 p. 100 de son produit national brut en termes de croissance. En divulguant sa pensée, il a fait peur aux investisseurs. Les économistes estiment que cette année seulement nous perdons quatre milliards au titre de l'augmentation du produit national brut.